

Les tribulations du lien transatlantique

Chaire Grands Enjeux Stratégiques Contemporains 2019

Université de Paris I – Panthéon – Sorbonne, Paris, 18 Mars

Laurence Nardon

Directrice du programme Amérique du Nord de l'Ifri

Interdites en France, les statistiques ethniques sont autorisées aux Etats-Unis. Sur la base de questionnaires auto-déclaratifs, le Bureau du recensement est donc en mesure d'affirmer qu'à partir des années 2040, la population américaine d'origine européenne sera devenue minoritaire. Le pays comptera alors une majorité d'habitants issus des minorités afro-américaine, latino ou asiatique. Par ailleurs, les équilibres géopolitiques voient basculer le centre de gravité du monde vers l'Asie et la puissance chinoise. Le président Obama avait ainsi lancé en 2013 un mouvement de « pivot vers l'Asie » censé préparer les forces diplomatiques, militaires et économiques de l'Amérique au nouvel ordre mondial du XXIème siècle.

Dans ce contexte, le débat ancien sur le maintien du lien transatlantique reprend une certaine actualité. Les Etats-Unis et l'Europe vont-ils pouvoir maintenir leur lien privilégié fondé sur l'histoire et une communauté de valeurs ? Côté européen, ce sujet donne lieu à des interrogations angoissées, les nations du vieux continent craignant un éloignement des États-Unis qui affaiblirait leur influence et leur sécurité. Ces réflexions sont d'autant plus importantes que les « valeurs transatlantiques » tant exaltées par les dirigeants des deux rives de l'Atlantique font aujourd'hui l'objet de plusieurs remises en question.

Peuplement et Lumières : une double filiation

Le premier lien transatlantique tient à l'histoire du peuplement du continent nord-américain. À partir du XVIème siècle, les Amérindiens sont balayés par l'arrivée des Européens. Les Britanniques sont les premiers à créer des colonies de peuplement sur la côte Est de ce qui deviendra les Etats-Unis, établissant de grandes exploitations de tabac au sud ainsi que des communautés à visée religieuse au nord. La Grande Migration, entre 1620 et 1640, voit ainsi arriver 20 000 pèlerins protestants en Nouvelle Angleterre. Les autres pays d'Europe fourniront à leur tour de larges contingents d'immigrants au XIXème siècle. Aujourd'hui, 45 millions d'Américains revendiquent une origine allemande, 36 millions une origine irlandaise, 24 millions anglaise, 17 millions italienne ou encore 9 millions polonaise¹, sur un total de 325 millions d'habitants en 2018. À cette date, 60% de la population américaine déclare être

¹ Census Bureau 2014.

d'origine « européenne non hispanique »². Par ailleurs, 70,6% de la population se dit chrétienne, majoritairement protestante (le pays compte 20,8% de catholiques)³.

L'autre lien transatlantique tient aux valeurs philosophiques et politiques dominantes en Europe et en Amérique du nord, et qui relèvent de la philosophie des Lumières. Les penseurs des Lumières français, anglais ou écossais ont eu une influence majeure dans la fondation de la république américaine. Le refus de la tyrannie incarnée par le roi d'Angleterre George III et l'idée d'une indépendance pour les colonies sont justifiés par les principes de liberté politique qu'avait élaborés au siècle précédent le philosophe britannique John Locke (1632-1704). Ces idées dans l'air du temps sont transmises sur le nouveau continent, entre autre par les loges franc-maçonnes (George Washington et Benjamin Franklin étaient francs-maçons), ainsi que par le pamphlet de Thomas Paine paru en 1776, « Le sens commun ».

De même, la constitution de 1787 met en œuvre pour la première fois le principe de séparation des pouvoirs développé par Montesquieu (1689-1755). Ajoutés en 1791, les dix premiers amendements à la Constitution y ajoutent une Déclaration des droits (*bill of rights*) à portée universelle. L'un des pères fondateurs les plus influents dans la rédaction de la constitution, Thomas Jefferson, par la suite troisième président du pays, est un parfait représentant des Lumières. En relation suivie avec les élites intellectuelles de son temps, notamment lors de son séjour à Paris en tant qu'ambassadeur (1785-1789), il est partisan de la tolérance religieuse et du gouvernement républicain.

Le peuplement des futurs Etats-Unis par une population blanche et protestante, d'un côté, et l'héritage partagé de la philosophie des Lumières, de l'autre, ne sont pas des éléments nécessairement contradictoires. D'une part, ce sont bien les Européens qui ont apporté ces nouvelles idées politiques avec eux. Par ailleurs, on peut explorer avec succès la filiation entre l'universalisme chrétien porté par les émigrés religieux du Nouveau Monde et les valeurs d'ouverture des Lumières. Toutefois, depuis 1945, la plupart des dirigeants européens et américains ont insisté sur les valeurs politiques communes et non sur les liens de sang lorsqu'ils évoquaient le lien transatlantique. Le principe d'universalisme impose en effet de mettre les particularismes ethniques au second plan. Pour prendre un exemple récent, on peut citer le discours prononcé par le président Macron devant le Congrès des Etats-Unis lors de son voyage officiel d'avril 2018 : « (...) nous avons en commun une même vision pour l'humanité. Nos deux nations sont enracinées dans un même sol, fondées sur les mêmes idéaux, ceux de la Révolution américaine et de la Révolution française. Nous avons œuvré ensemble pour les idées universelles de liberté, de tolérance et d'égalité des droits. »

Or, ce socle de valeurs communes issues des Lumières connaît aujourd'hui plusieurs remises en question.

² Le Bureau du recensement considère les Hispaniques comme étant d'origine latino-américaine et les comptabilise séparément des « caucasiens », d'origine européenne.

³ Pew Research Center, 2014.

Le retour de l'ethnocentrisme

Les idées xénophobes et racistes n'ont jamais disparu, que ce soit en Europe ou en Amérique. Aux Etats-Unis, où le principe de liberté d'expression est extrêmement respecté, il n'existe pas de loi interdisant l'incitation à la haine raciale. Les groupes extrémistes répertoriés par le Southern Poverty Law Center tels que le Ku Klux Klan ou autre « Fraternité aryenne » (*Aryan Brotherhood*) expriment donc leurs vues suprémacistes blanches au grand jour. Avec l'élection de D. Trump en novembre 2016, ces dernières se trouvent relayées au sommet de l'État. Ainsi, en août 2017, un grand rassemblement d'extrême droite est organisé à Charlottesville en Virginie, afin de protester contre le retrait de statues de dirigeants sécessionnistes dans les Etats du sud. L'un des participants renverse volontairement une contre-manifestante avec sa voiture, entraînant sa mort. Le président Trump dénonce alors les violences venues « de tous les côtés » - ce qui semble établir une équivalence morale entre les protagonistes.

De fait, les idéologues nationalistes et populistes proches du président Trump propagent leurs idées au plus haut niveau. Steve Bannon, directeur exécutif de campagne à partir d'août 2016, puis conseiller à la Maison-Blanche jusqu'en août 2017, et Stephen Miller, conseiller du président (toujours en poste), considèrent que l'ouverture des frontières au commerce et aux migrations a bouleversé les équilibres du pays. Ils rejettent les valeurs d'ouverture pour défendre une vision ethnique et culturelle des Etats-Unis, fondée sur son peuplement européen. Avec eux, c'est un tout autre socle de valeurs communes entre les deux rives de l'atlantique qui est sollicité.

Rédigé par Miller, qui était déjà l'auteur du discours d'investiture extrêmement pessimiste du 20 janvier 2017, évoquant le « carnage américain », le discours que D. Trump a prononcé à Varsovie le 6 juillet 2017 est révélateur. Il établit un lien entre la manière dont la Pologne a su se défendre à travers les âges et une civilisation occidentale aujourd'hui assiégée par des adversaires « à l'intérieur et à l'extérieur, à l'Est et au Sud ». Parmi les valeurs communes que l'Ouest doit défendre, le Président cite en premier lieu les libertés individuelles et le principe de souveraineté des États. Mais il y ajoute les valeurs fondées sur « les liens de la culture, de la foi et de la tradition ». Loin de célébrer l'universalisme, Européens et Américains doivent se retrouver sur leurs points communs, excluant le reste du monde.

Ancien président du site d'information d'extrême-droite Breitbart, Steve Bannon est sur la même ligne. Brouillé avec le président à la suite de la publication du livre « Le feu et la fureur » en janvier 2018, il serait aujourd'hui de retour dans sa sphère d'influence⁴. Bannon passe cependant beaucoup de son temps en Europe. A l'heure où plusieurs pays européens ont basculé du côté du populisme ou de la démocratie illibérale, il déclare s'appuyer sur une organisation politique basée à Bruxelles, « Le mouvement », pour fédérer et financer les forces et partis d'extrême-droite du vieux continent afin de favoriser leur victoire lors des élections européennes de mai 2018. Si peu de partis d'extrême-droite européens ont confirmé

⁴ Gabriel Sherman, « 'He's going to fieldstrip these guys' : Inside the Trump 2020 campaign's wild, disorganized attempt to 'keep America great' », Hive, *Vanity Fair*, 30 juillet 2018.

publiquement leur proximité avec Steve Bannon – illustrant la difficulté inhérente des partis nationalistes à s’unir dans une ligue internationale-, ce dernier réaffirme régulièrement dans les médias l’importance et le succès de son projet⁵.

Les chrétiens réactionnaires

Notons que les politiciens populistes tels que Steve Bannon ne mentionnent quasiment jamais les questions religieuses, que ce soit dans la relation transatlantique ou ailleurs. Ces dernières sont plutôt convoquées, dans une version très rétrograde, par les mouvements conservateurs. Il s’agit aux Etats-Unis des évangéliques et des fondamentalistes de la droite chrétienne, focalisés sur les questions de morale (avortement, mariage homosexuel, place des femmes dans la société, ...). Côté européen, les catholiques traditionalistes voire intégristes sont présents au sein de l’extrême-droite, d’où ils critiquent le Pape François qu’ils jugent trop libéral. Au Rassemblement national, par exemple, ce courant est représenté par Marion Maréchal Le Pen plus que par Marine Le Pen, dont le positionnement est beaucoup plus laïque. Très logiquement, c’est donc Marion Maréchal Le Pen qui a été invitée à intervenir lors de la *Conservative Political Action Conference*, la réunion annuelle des ultra-conservateurs américains, en février 2018.

Il y a donc aujourd’hui deux points de jonction intellectuelle transatlantiques à l’extrême-droite de l’échiquier politique : un lien nationaliste racialisé et, de façon plus discrète, un lien religieux réactionnaire.

Les progressistes américains face à la notion d’universalité

Le principe d’universalisme, qui cherche à gommer les différences culturelles et religieuses des uns et des autres pour affranchir l’individu, a connu d’importantes remises en question depuis les années 1950 et 1960. À cette époque, le combat pour l’indépendance mené par les colonies européennes coïncida avec le mouvement des droits civiques aux États-Unis. L’universalisme porté par l’Occident fut alors accusé à la fois de saper les solidarités des communautés traditionnelles et de ne pas s’appliquer véritablement aux personnes de couleur. La défense d’un projet politique libéral, comprenant le respect des droits de l’homme et des libertés civiles n’était ainsi qu’une mascarade, destinée à masquer le véritable but des oppresseurs blancs : la domination des peuples colonisés et des minorités ethniques. Il est vrai que les récits historiques de ces derniers peignaient l’Occident de façon inexcusable.

Cette contestation de l’universalisme occidental se trouve aujourd’hui renforcée par la revendication de modèles politiques alternatifs en Russie, en Chine et dans le monde musulman. Ces modèles ont en commun de considérer les citoyens non plus comme des individus libres de se définir eux-mêmes, mais comme des membres d’une communauté, dont

⁵ Maïa de la Baume, Silvia Sciorilli Borrelli, “Steve Bannon’s stuttering European adventure”, *Politico*, 5 mars 2019.

ils doivent adopter les règles. Pékin propose par exemple un ensemble de « valeurs asiatiques », qui remet en question les droits de l'Homme pour des raisons relativement similaires à celles qu'avançaient les penseurs européens de la contre-révolution au XIX^{ème} siècle, telles que l'incapacité des masses à décider sagement, et la supériorité d'un modèle de despotisme éclairé⁶.

Mais la remise en cause d'un universalisme taxé d'hypocrisie est également portée par la gauche américaine. Depuis les années 1970, le Parti démocrate américain a pris le relais du mouvement des droits civiques pour défendre les minorités ethniques et sexuelles dans le pays. Les progressistes s'efforcent donc d'être irréprochables sur le terrain du respect des minorités et de leurs particularismes. Les départements de *cultural studies* abondent dans les universités américaines ainsi que les procès en « appropriation culturelle » - condamnant l'utilisation par une personne issue d'un groupe considéré comme dominant de signes culturels appartenant à une minorité considérée comme opprimée. De fait, la situation continue à être inégalitaire pour certaines minorités, et particulièrement pour les noirs américains. Le mouvement Black Lives Matter, créé en 2013 en réaction à une série de bavures policières touchant les afro-américains, dénonce un racisme structurel dans le pays. Réédité en 2017, l'ouvrage de Beverly Daniel Tatum, *Why are all the black kids sitting together in the cafeteria?* démontre à quel point le racisme anti-noirs reste présent dans la société américaine, même s'il est involontaire voire inconscient. De nombreux Démocrates, dont l'équipe d'Hillary Clinton en 2016, ont donc choisi de défendre le multiculturalisme, qui devient ainsi leur nouveau projet de société.

En France, où le souvenir d'une religion catholique très puissante jusqu'à la loi de 1905 reste un repoussoir toujours vif, l'opposition entre universalité et respect des particularismes trouve jusqu'à présent une autre réponse. L'État s'efforce de continuer à garantir à chaque individu la possibilité de se définir librement. L'universalisme à la française reste donc intransigeant : les particularismes religieux sont combattus et les statistiques ethniques sont absentes. Cette attitude suscite l'incompréhension de la gauche américaine, comme en témoigne par exemple la croisade du *New York Times* contre la laïcité à la française.

De sombres perspectives

De façon ironique, les remises en cause de l'universalisme des Lumières par l'extrême-droite et par la gauche bien-pensante semblent aujourd'hui converger aux Etats-Unis. En effet, le président Trump reprend à son compte la défense des minorités prônée par les Démocrates pour y inclure, comme minorité à défendre en premier lieu, les Américains blancs. Côté européen, si les dérives du « politiquement corrects » de gauche semblent moins criantes, la montée des droites populistes et conservatrices est bien réelle.

⁶ Chantal Delsol, « Le crépuscule de l'universalisme », *Politique Étrangère*, 1.2019.

Entre les principes de la philosophie des Lumières toujours bien présents, la mise en avant des liens de peuplement et, dans une moindre mesure, les forces morales conservatrices, il faut sans doute se résoudre à constater qu'aujourd'hui, différents ensembles de valeurs communes, incompatibles, existent entre les deux rives de l'Atlantique.